

Séance publique du jeudi 20 octobre 2016

Convoqué le jeudi 13 octobre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 20 octobre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Clare HART, Hervé MARTIN.

Absents :

Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Patrick VIGNAL.

Territoires de démocratie sanitaire- Consultation de l'Agence Régionale de Santé- Avis sur la délimitation de ces territoires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Forte d'une très ancienne tradition médicale – son université de médecine, première fondée en Europe, reste une référence nationale- , la Ville de Montpellier abrite sur son territoire des acteurs majeurs de la santé, et notamment le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) au rayonnement mondial grâce à la qualité de prise en charge de ses malades et à ses compétences techniques et humaines.

La stratégie nationale de santé définie dans la loi de modernisation de notre système de santé (LMSS) publiée le 26 janvier 2016 a pour objectif de mobiliser fortement les acteurs autour d'une ambition forte : refonder le système de santé. Cette refondation s'appuie sur trois axes parmi lesquels un axe visant à approfondir la démocratie sanitaire et renforcer l'animation territoriale conduite par les Agences Régionales de Santé (ARS).

Après l'installation de la nouvelle Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie à l'échelle de la Grande Région le 30 juin dernier, une nouvelle étape du renforcement de la démocratie est franchie avec la définition des territoires de démocratie sanitaire précisés dans le décret n°2016-1024 du 26 juillet 2016.

Cette définition s'inscrit dans le cadre d'une procédure de consultation qui amènera l'ARS à arrêter les territoires de démocratie sanitaire.

A cet effet, l'ARS Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées a saisi pour avis la Ville de Montpellier le 6 septembre dernier.

L'avis de l'assemblée délibérante doit être transmis deux mois à compter de la publication de l'avis de consultation au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région Occitanie. Il peut être accompagné de toutes observations, remarques ou propositions.

La politique régionale de santé est menée en concertation avec des instances de démocratie sanitaire qui réunissent tous les acteurs du système de santé : usagers, professionnels de santé, établissements hospitaliers et médico-sociaux, élus, institutions, acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé...

Les territoires de démocratie sanitaire permettront la mise en cohérence des projets de l'ARS, des professionnels et des collectivités territoriales. Ils permettront également la prise en compte de l'expression des acteurs du système de santé et notamment celle des usagers.

A terme, le territoire de démocratie sanitaire retenu par l'ARS constituera l'assise géographique des futurs Conseils Territoriaux de Santé, qui remplaceront les actuelles Conférences de territoire.

L'ARS soumet deux scénarios géographiques pour la délimitation des territoires de démocratie sanitaire sur le territoire régional. L'un à l'échelle du département, l'autre basé sur le regroupement de certains départements limitrophes.

Pour ce qui concerne l'Hérault, les propositions de l'ARS sont :

1) A l'échelle départementale : le territoire de démocratie sanitaire se cantonnerait aux frontières du département de l'Hérault. Chaque département disposerait alors de son propre territoire de démocratie sanitaire, l'ARS devrait se reposer sur treize instances.

2) Le regroupement de plusieurs départements : le territoire de démocratie sanitaire serait constitué des départements de l'Hérault et de l'Aveyron (les regroupements proposés par l'ARS pour les autres territoires sont : Gard et Lozère ; Aude et Pyrénées-Orientales ; Ariège et Haute-Garonne ; Gers et Hautes-Pyrénées ; Lot, Tarn et Tarn-et-Garonne).

La Ville de Montpellier souhaite, dans le cadre de la dynamique entreprise au niveau de Montpellier Méditerranée Métropole, participer à renforcer la solidarité entre les territoires sur la base d'une vision partagée du développement économique. Le second scénario s'inscrit dans cette perspective. Il serait de nature à favoriser la mutualisation des expériences et enrichir la réflexion des acteurs, compte tenu de la diversité des situations rencontrées dans ces deux départements.

Ce découpage s'inscrit également dans la logique du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) qui regroupe neuf établissements hospitaliers Est-Hérault et Sud-Aveyron, dont le CHU de Montpellier.

Dans cette logique de solidarité entre les territoires, un groupe de travail « coopérations territoriales » a été mis en place entre les EPCI du pôle métropolitain (Alès, Montpellier, Nîmes et Sète) pour la construction de projets communs dans le domaine de la santé. Dans ce cadre, une troisième hypothèse de délimitation du territoire de démocratie sanitaire concernant l'Hérault pourrait également inclure le département du Gard.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au deuxième scénario (regroupement de l'Hérault et de l'Aveyron) pour la délimitation du territoire de démocratie sanitaire,
- de proposer une alternative incluant le Gard dans la délimitation de ce territoire de démocratie sanitaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 octobre 2016